

OLIVIER BEAUMONT

**SEXE, ARGENT, POUVOIR,
VANITÉ, COLÈRE, PARESSE...**

LES PÉCHÉS CAPITAUX DE LA POLITIQUE

Flammarion

LES PÉCHÉS CAPITAUX DE LA POLITIQUE

Les femmes et les hommes qui nous gouvernent ne sont pas dépourvus de travers politiques et personnels. Et la folie du pouvoir les amplifie sans conteste.

Entre les colères homériques de Jean-Luc Mélenchon et de Nicolas Sarkozy, la paresse insoupçonnée de Nicolas Hulot, la vanité d'Emmanuel Macron, l'avarice de la famille Le Pen, le goût du « fric » de François Fillon ou la luxure de...

Maudits péchés capitaux, dont l'histoire a souvent démontré qu'ils faisaient chuter nos puissants.

Olivier Beaumont a enquêté sur les défauts plus ou moins cachés de nos dirigeants. Et il nous éclaire d'un jour nouveau sur leurs comportements parfois à peine croyables.

Vous apprendrez ainsi que François Fillon s'octroyait, en plein cœur de « l'affaire Penelope », de longues pauses pour « s'aérer la tête », que Xavier Bertrand a équipé comme un food-truck le véhicule dans lequel il sillonne sa région pour gérer sa faim, que Gérard Darmanin collectionne maladivement tous ses souvenirs politiques dans des classeurs pour « voir briller » les yeux de sa maman. Sans oublier les coups de sang de Marlène Schiappa, l'orgueil mal placé de François Hollande et les aventures extra-conjugales d'un célèbre candidat à la présidentielle 2017...

Au-delà des nombreuses anecdotes, pour la plupart inconnues du grand public, l'auteur brosse ici un portrait brut et cru de nos politiques, au plus près de leur personnalité, tels qu'on ne les a jamais vus.

***Olivier Beaumont** est grand reporter au service politique du Parisien-Aujourd'hui en France. Il est l'auteur du livre Dans l'enfer de Montretout, publié chez Flammarion en 2017.*

Flammarion

Les péchés capitaux de la politique

DU MÊME AUTEUR

Dans l'enfer de Montretout, Flammarion, 2017 ; J'ai Lu, 2018.

Prix Bernard Mazières 2017 du livre politique.

Olivier Beaumont

Les péchés capitaux de la politique

Flammarion

Prologue

« Je vois bien que ça a merdé. »

Emmanuel Macron

Il n'en mène pas large avec sa feuille et son stylo posés sur le sous-main en cuir. Assis au milieu de la grande table ovale du salon vert de l'Élysée, celui qui jouxte son bureau, Emmanuel Macron a cette fois-ci décidé d'écouter plutôt que de palabrer. Face à lui, une quinzaine de maires des Yvelines reçus en catimini au palais présidentiel pendant que dehors la France gronde. « Démission ! », « dissolution ! », « révolution ! », entend-on depuis plusieurs jours. Nous sommes en pleine crise des Gilets jaunes, à la veille d'un nouveau samedi de manifestation, celui du 8 décembre 2018, l'acte IV que les observateurs décrivent comme celui de tous les dangers. La France a peur... et son président est aux abonnés absents. Cela fait presque une semaine qu'on ne l'a plus vu ni entendu. Son agenda officiel est vide. « Il consulte », dit poliment un de ses conseillers. « Il est tétanisé,

Les péchés capitaux de la politique

sans réponse », corrige un ministre. Le chef de l'État, lui, ne cache même plus son désarroi devant quelques proches : « Je vois bien que ça a merdé. On s'est planté sur un certain nombre de choses. Il va falloir tout reprendre à zéro. » Jupiter vacille... il est désormais temps de redescendre de son Olympe.

Et la réunion du jour avec cette poignée d'élus locaux, membres de l'association Génération Terrain, ne va pas forcément être une partie de plaisir. Il le sait. Il en a même accepté le principe quelques jours plus tôt. Ils sont venus lui parler des racines du mal : les réformes maladroitement présentées, les taxes et les impôts qui grèvent lourdement le pouvoir d'achat dans le pays, puis, plus que tout, le style présidentiel que les Français ne semblent plus du tout supporter. « Monsieur le président, vous êtes mal-aimé. Il y a manifestement un problème avec votre image », balance cash un des convives. « Les petites phrases, on n'en veut plus. Cela devient insupportable pour beaucoup de monde », poursuit un autre. Le reste est à l'avenant. « On a sorti la machine à baffes ¹ », résume Arnaud Péricard, le maire de Saint-Germain-en-Laye. « C'était très chaud. Le rendez-vous devait durer deux heures. Au final, on y est resté trois ² », renchérit le maire de Poissy, Karl Olive.

Sous l'écrasant lustre qui orne le plafond de la pièce, Macron ne bronche pourtant pas et prend longuement des notes. Cette critique n'est pas nouvelle. Elle lui a même été plusieurs fois rappelée par ses

1. Europe 1, le 9 décembre 2018.

2. Entretien avec l'auteur le 10 décembre 2018.

Prologue

conseillers ces derniers mois. Sauf que cette fois-ci, elle paraît avoir pris un chemin de non-retour dans l'opinion. Et ses adversaires ne se privent pas de grossir le trait chaque fois qu'ils en ont l'occasion. « Emmanuel Macron a un problème d'ego et d'orgueil », pointait déjà Christian Jacob, patron du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale, dès l'été 2017. « Avec son arrogance, Macron déchire la France », reprend dix-huit mois plus tard le député insoumis François Ruffin, un des plus virulents relais à l'Assemblée, en pleine crise des Gilets jaunes.

Voilà donc le chef de l'État rhabillé pour un sacré bout de temps. Emporté, en l'occurrence, par cette image de président orgueilleux et arrogant. *L'hubris...* telle que l'avait narrée Gérard Collomb quelques semaines avant sa démission du ministère de l'Intérieur en septembre 2017, pour dénoncer le péché d'orgueil que les dieux grecs observaient chez les hommes. La maladie du pouvoir en somme à laquelle le plus jeune chef de l'État de la V^e République n'a pas résisté longtemps. Il en paie même désormais le prix fort, au gré des mauvais sondages de popularité. Un poison lent, malgré des efforts manifestes pour tenter d'y remédier. À commencer par un début de *mea culpa* qu'il va exprimer trois jours après ce face-à-face avec les maires des Yvelines, dans une allocution solennelle très attendue depuis son bureau élyséen : « Je sais qu'il m'est arrivé de blesser certains d'entre vous par mes propos¹ », concède-t-il. Manière de

1. Allocution du président de la République, le 10 décembre 2018.

Les péchés capitaux de la politique

dire : j'ai compris. Suivi un mois plus tard, à partir de la mi-janvier 2019, par un tour de France des régions pour retisser le lien avec les Français. Avec ces fameux débats marathons de plusieurs heures au milieu des maires, ou ces visites impromptues dans des réunions locales pour incarner l'image du président proche du peuple et au milieu des siens. Suffisant pour réparer le mal déjà fait ? Seule l'épreuve du temps permettra de le savoir.

Séguin, Strauss-Kahn, Cahuzac... déjà

Emmanuel Macron est pourtant loin d'être le seul à avoir succombé à l'ivresse du pouvoir. La tragédie politique française est même jonchée de nombreux exemples. Car cette ivresse rend presque inextinguible la capacité des uns et des autres à ne pas se dévoyer dans les tréfonds obscurs de l'âme humaine. C'est une quasi-fatalité, depuis que le monde est monde, du moins dès lors que les sociétés se sont organisées avec des représentants du peuple. À travers la vanité, mais aussi la colère, la cupidité ou encore... la concupiscence. Comme si le pouvoir rendait fou, ou qu'il détachait les uns et les autres d'une certaine normalité. Et plus dure est encore la chute. La règle, aussi terrible soit-elle, est d'ailleurs presque immuable : quand un politique trébuche, ou qu'il subit le jugement réprobateur de ses électeurs, c'est bien souvent autant à cause de son attitude ou de sa conduite que de sa vision ou de son action politique. Implacable précepte.

Prologue

Objets de bien des réflexions par les pères de l'Église catholique, ces vices furent classés au nombre de sept à la fin du VI^e siècle par le pape Grégoire I^{er} le Grand, puis consacrés au XIII^e siècle par le philosophe saint Thomas d'Aquin, dans sa *Somme théologique*. Depuis, la formule « sept péchés capitaux » a fait florès dans la littérature comme dans la philosophie, les arts et la psychologie : colère, avarice, envie, orgueil, gourmandise, paresse et luxure seraient l'apanage infernal du commun des mortels. Le monde politique, lui, n'en est que son miroir réfléchissant, et même déformant.

Les exemples sont d'ailleurs légion, rien qu'au cours des vingt dernières années. Parlez-en à ceux qui ont connu Philippe Séguin, lequel était réputé pour ses coups de sang homériques, jusqu'à balancer ses parafeurs au visage de ses collaboratrices ! Colère. On se souvient aussi de Jérôme Cahuzac, éphémère ministre du Budget de François Hollande, pris la main dans le pot de confiture avec ses comptes non déclarés en Suisse et à Singapour. Avarice. Et que dire de Jacques Chirac, grand défenseur de la tradition culinaire française, connu pour son coup de fourchette et son goût pour la tête de veau. Gourmandise. Sans parler, évidemment, de la fameuse affaire du Sofitel de New York, qui révéla au monde entier les penchants sexuels d'un certain Dominique Strauss-Kahn, jusqu'à l'empêcher de concourir à l'élection présidentielle de 2012. Luxure.

On croyait avoir tout vu et entendu ? Eh bien, non. Les derniers mois nous ont encore fourni quelques modèles du genre. Il suffit de voir comment Ségolène Royal s'évertue par tous les moyens à revenir

Les péchés capitaux de la politique

dans le jeu politique. L'ancienne candidate à l'élection présidentielle, puis ministre de l'Écologie de François Hollande, se serait bien vue dans le gouvernement d'Emmanuel Macron au début du quinquennat. Raté. Pour cet affront de lèse-majesté, « la madone » se vengera au centuple, tirant depuis à boulets rouges sur presque chaque fait et geste du chef de l'État. En laissant même planer de possibles ambitions pour 2022. Orgueil, quand tu nous tiens...

Un registre dans lequel François Bayrou n'est pas en reste ! Infatigable courtisan, visiteur régulier de l'Élysée – « Je m'y rends plusieurs fois par semaine », prétend-il en privé pour se donner une contenance –, le président du MoDem ne rêve que d'une chose : revenir au centre du jeu politique après un passage éclair d'un mois au ministère de la Justice en juin 2017, quitté précipitamment à cause de l'affaire des assistants parlementaires européens de son parti. Alors en coulisse, le maire de Pau ne ménage pas ses efforts pour espérer un retour en grâce. Et pourquoi pas à la place d'Édouard Philippe à Matignon, avec qui il entretient des relations exécrables ? « Je n'ai aucune ambition de cette nature », jure-t-il. « Il en crève d'envie. Alors s'il peut dégager la "Grande Asperge" [surnom peu flatteur que donnent certains élus du MoDem au Premier ministre, ndla], et par quelque moyen que ce soit, il le fera », affirme un député centriste.

Et que penser de Thierry Mariani, l'ancien député du Vaucluse et autrefois ministre des Transports de Nicolas Sarkozy, rallié avec fracas au Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen pour les élections européennes ?

Prologue

« Un pingre », aux dires de ses proches, obsédé par ses notes de frais qu'il tient au cordeau chaque semaine, « et capable de se faire une fiche de remboursement pour la moindre petite chose, même pour un truc à 2 euros », cingle un ancien collaborateur qui une fois s'était fait renvoyer cette explication finalement toute simple de Mariani : « Question de principe. »

Les excès, en tout genre, et de quelque nature que ce soit. Quitte à être brocardé sans dignité sur la place publique. Ambitieux assoiffé de conquêtes et de sommets, Jean-Vincent Placé a mal digéré le retour à l'anonymat : condamné en septembre 2018 à trois mois de prison avec sursis après une soirée bien arrosée où il insulte un policier et tient des propos racistes.

Un autre homme politique s'est lui carrément retrouvé devant une cour d'assises : l'ancien secrétaire d'État à la fonction publique de François Fillon, Georges Tron, maire de Draveil, jugé pour viols et agressions sexuelles en novembre 2018 sur deux ex-employées municipales. « Prédateur », « comte Dracula », peut-on entendre au cours de l'audience, avec force détails sur des pratiques sexuelles débridées. Amateur de « réflexologie plantaire », il clamera toujours son innocence, au point de convaincre les jurés et d'être acquitté. Mais le parquet a fait appel. Un nouveau procès aura donc lieu.

Vous avez dit « nouveau monde » ?

On ne serait donc pas surpris, finalement, d'observer à quel point l'avis des Français vis-à-vis de la classe

Les péchés capitaux de la politique

politique s'est tant dégradé ces trente dernières années. En accédant à la magistrature suprême du haut de ses 39 ans, Emmanuel Macron avait pourtant fait la promesse d'une nouvelle ère. Nouveaux visages, nouvelles méthodes, nouvelles pratiques. Certes, une loi de moralisation de la vie publique, promulguée en septembre 2017, est venue servir cet espoir. Certes, le rythme effréné de réformes au début du quinquennat est venu démontrer aux Français « qu'on pouvait encore faire bouger les choses dans ce pays », dit le Premier ministre Édouard Philippe.

Mais les doutes sont apparus, au gré des « affaires » : celle d'Alexandre Benalla, bien sûr, à partir de juillet 2018. Celle de Richard Ferrand aussi, le président de l'Assemblée nationale, visé par une information judiciaire relative à des soupçons de prise illégale d'intérêts via sa compagne lorsqu'il dirigeait les Mutuelles de Bretagne. Sans parler de celle d'Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, numéro deux du Palais, soupçonné, entre autres, de conflit d'intérêts pour avoir approuvé en 2010 et 2011 des contrats entre l'armateur MSC, dirigé par des cousins de sa mère, et le port du Havre dont il était alors membre du conseil de surveillance. Trois noms, trois personnalités parmi les plus proches d'Emmanuel Macron. Et qui, même si la justice aura à statuer sur leur degré de responsabilité, jette néanmoins l'opprobre sur cette présidence finalement pas si vertueuse que cela. Comme en tout temps et à toutes époques. Tout nouveau monde qu'il est, celui d'Emmanuel Macron et des siens n'échappe pas à la règle.

Prologue

« Qu'il y ait une part d'orgueil dans l'esprit de ceux qui exercent des responsabilités, peut-être », avait admis Édouard Philippe en septembre 2018, pour répondre au procès d'arrogance si régulièrement fait au gouvernement, et prétextant qu'on « ne vit pas dans un monde de machines, mais dans un monde d'êtres humains ». Avec ses forces, ses faiblesses, ses excès et ses emportements. Jacqueline Gourault, la ministre de la Cohésion des territoires, d'ordinaire affable et discrète, en sait quelque chose. La nuit du 18 avril 2018, elle pète littéralement un câble dans l'hémicycle alors que l'opposition la pousse dans ses retranchements autour du projet de loi Asile et Immigration. « Vous me laissez parler s'il vous plaît ! Ce sont des méthodes autoritaires qui ne sont pas acceptables dans une démocratie ! fulmine-t-elle rouge de colère. On ne fait pas pression ainsi ! Mais qu'est-ce que c'est que ces méthodes ? Mais qu'est-ce que c'est ! » Une séquence qui tournera en boucle sur toutes les chaînes le lendemain matin. « Jacqueline, faut pas l'emmerder ! » résume un ministre en se gondolant. Jusqu'à cette réplique de Christophe Castaner lancée à la cantonade le lendemain de cet accrochage, en plein Conseil des ministres : « Jacqueline, quoi que tu dises, je suis d'accord avec toi ! »

Le ministre de l'Intérieur, justement, a lui aussi ses petits démons. Joueur de poker dans ses jeunes années, « Casta » entretient aux dires de ses proches un rapport particulier avec l'argent, lié à son enfance et à son père, ancien fusilier marin, qui était d'une grande avarice. « C'était monsieur Non. Non à tout, à la moindre dépense, au moindre divertissement »,

Les péchés capitaux de la politique

s'épanche-t-il un jour. « Christophe s'est un peu construit en opposition à cela. Il sait la valeur de l'argent, mais il aime se faire plaisir avec parfois des boulimies d'achat, notamment sur Internet, pour des choses somme toute assez futiles », raconte un collaborateur. Comme cette fois où le ministre de l'Intérieur montre à quelques-uns son achat du jour : une panoplie de couteaux...

Orgueil, colère, envie, avarice... Les femmes et les hommes politiques qui nous gouvernent ont tous leurs parts d'ombre. Parfois légère, badine ou anecdotique, mais aussi cruelle, terrible et même implacable. Voici leur histoire.

COLÈRE

*« La colère est le désir qui nous excite à faire du mal
à celui que nous haïssons. »
Spinoza, Éthique (1677)*

« Je vous préviens, je sais tout.
Je vois tout ! »

Nicolas Sarkozy

« Qu'est-ce qui lui a pris ! Mais qu'est-ce qui lui a pris à ce con ! » Nicolas Sarkozy ne décolère pas. Téléphone vissé à l'oreille, l'ancien président de la République rumine longuement et fait des allers-retours dans son grand salon de la villa Montmorency [Paris, 16^e arrondissement, ndla]. Il fulmine, transpire à grosses gouttes, enchaîne les appels. Et n'a même pas encore pris le temps d'une douche après son footing matinal. Emporté par la tempête médiatique qui vient de l'atteindre par ricochet. L'objet de son courroux ? Laurent Wauquiez. Et visiblement, il prend cher.

La veille au soir, le nouveau patron des Républicains s'est fait avoir comme un gamin par l'émission *Quotidien* de TMC. Piégé par l'enregistrement sonore d'un cours qu'il a dispensé à des étudiants de l'école EM Lyon, où le professeur Wauquiez a égratigné une bonne partie de la classe politique, dont Nicolas Sarkozy. À l'entendre, ce dernier « en était arrivé au point où il contrôlait les téléphones portables de ceux qui

Les péchés capitaux de la politique

entraient en Conseil des ministres. Il les mettait sur écoute pour pomper tous les mails, tous les textos et vérifiait ce que chacun de ses ministres disait au moment où on entrait en Conseil des ministres¹ ».

« Du grand n'importe quoi ! » enrage Sarkozy qui compte bien en parler avec le principal intéressé. « Dans ces cas-là, autant dire qu'il ne prend pas de gants. Zéro intermédiaire, il règle ça en direct² », brosse Franck Louvrier, son ancien responsable de la presse à l'Élysée. Une colère qui évolue toujours en plusieurs phases, selon son vieil ami Brice Hortefeux : « En général, ça démarre calmement. Puis ça monte progressivement, crescendo et très haut. Ensuite, une fois qu'il a tout laissé éclater, ça redescend et ça se termine toujours affectivement. Sauf que ce jour-là avec Laurent, il n'y a pas eu de première... ni de troisième étape³. »

Ce samedi 17 février 2018, Wauquiez l'impétueux s'attend effectivement à prendre une bonne soufflante après ses propos révélés la veille. Il est tout penaud et s'en inquiète justement auprès d'Hortefeux, qu'il joint dès potron-minet pour tâter le terrain : « Tu pourrais peut-être l'appeler avant moi, lui parler, histoire d'arrondir les angles ? — OK, mais j'attends la fin de la matinée, après son footing », lui répond l'ancien ministre de l'Intérieur. Peine perdue. Sarkozy prend

1. Propos diffusés par l'émission *Quotidien* du vendredi 16 février 2018.

2. Entretien avec l'auteur le 11 juin 2018.

3. Entretien avec l'auteur le 6 juin 2018.

Colère

les devants et appelle le jeune impétrant pour une conversation qui va vite virer au monologue, à peine quelques minutes montre en main, avant de raccrocher brutalement. « Ça a été viril. Laurent n'a pas pu en placer une et Sarko a exigé de lui qu'il ponde un communiqué pour démentir ses accusations et s'excuser », raconte un soutien de Wauquiez. « Nicolas était très mécontent. D'une part parce que les accusations étaient évidemment fausses. Mais aussi parce que, au fond, il aime bien Laurent. Il a été humainement blessé », ajoute Hortefeux.

Et cette conversation « virile », *Le Canard enchaîné* va s'en faire écho quelques jours plus tard. Du brut de décoffrage : « Beaucoup de monde me disait que tu n'étais qu'une grosse merde. Aujourd'hui, je n'ai d'autre choix que de penser comme eux. Il paraît que tu as des ambitions présidentielles. Si j'étais toi, je trouverais un autre métier », aurait chargé l'ancien chef de l'État. « Je l'ai pulvérisé. Il m'a présenté ses excuses. Il était piteux. Ensuite, je ne l'ai pas laissé en placer une », a-t-il raconté à des proches, toujours selon des propos rapportés par le célèbre hebdomadaire satirique.

« Il voulait que Laurent soit à terre et sans oxygène, car il se sentait trahi¹ », résume le sénateur Pierre Charon, un vieux briscard de la droite parisienne. Wauquiez finira par envoyer un communiqué dès la fin de matinée pour démentir toute existence d'écoutes en Conseil des ministres. « Il s'est excusé auprès de Nicolas Sarkozy qui en a pris note », fera

1. Entretien avec l'auteur le 16 mai 2018.

Les péchés capitaux de la politique

de son côté savoir l'entourage de l'ancien président de la République. Les deux hommes déposeront les armes un mois plus tard, lors d'un déjeuner censé recoller les morceaux.

Guéant, souffre-douleur

De mémoire de sarkozystes, cela faisait bien longtemps qu'on n'avait pas vu le « boss » dans cet état. Comme si le fait de se tenir loin des turbulences de la vie politique l'avait presque assagi. Car du temps de la conquête et de l'exercice du pouvoir au plus haut sommet de l'État, ses amis ne comptent plus combien de fois leur patron a pu exploser de rage. Des colères souvent homériques. « Ça pouvait partir de rien et prendre des proportions incroyables. Je l'ai vu piquer des crises juste parce qu'il n'avait pas de journaux dans l'hélicoptère. C'était fréquemment violent, mais ça ne durait pas et il passait très vite à autre chose », rapporte ainsi un ancien collaborateur.

Ses victimes ? Un peu tout le monde, mais avec une mention spéciale pour Claude Guéant, l'ancien secrétaire général de l'Élysée, déjà à ses côtés du temps de la place Beauvau. « Lui, il arrivait le matin avec la raie bien tracée et il ressortait très vite décoiffé », se moque un ancien ministre. « Le pauvre Claude... il se faisait engueuler matin, midi et soir. Mais il ne disait rien, il a même tenu dix ans comme ça », raconte un autre. Le « Cardinal », tel qu'il était surnommé dans les couloirs du Palais, préfère aujourd'hui minimiser les nombreuses soufflantes qu'il a dû

Colère

encaisser : « Oh, cela pouvait arriver à Nicolas Sarkozy de piquer des colères, c'est sûr... Mais c'était une façon pour lui de décharger l'adrénaline. Car ce sont tout de même des postes dans lesquels la tension est constante ¹ », défend-il avec son flegme légendaire, et son habituelle voix mi-basse.

Curieusement, Guéant n'est pas le seul à trouver des excuses à son bourreau. « J'ai vu Simone Veil en colère, elle qu'on disait si calme ! Mais quand on est exposé à ce niveau-là de responsabilités, c'est normal d'avoir parfois des excès. C'est l'exigence qui amène à cela. La colère ne veut pas dire hystérie ² », développe l'ancienne garde des Sceaux Rachida Dati, réputée elle aussi pour quelques éruptions quand elle régnait place Vendôme...

« Tout part à Bamako ! »

Il existe néanmoins quelques humeurs de Nicolas Sarkozy dont ses proches se souviennent encore. Pas forcément les plus connues, ni les plus explosives. Mais peut-être les plus mémorables pour ceux qui en ont été les témoins. Comme ce jour de septembre 2002, quand alors ministre de l'Intérieur il reçoit le président malien Amadou Toumani Touré pour évoquer la question de l'immigration malienne en France. Quelques semaines plus tôt, dans le cadre

1. Entretien avec l'auteur le 27 août 2018.

2. Entretien avec l'auteur le 23 avril 2018.

Les péchés capitaux de la politique

du partenariat sur la sécurité entre les deux pays, Sarkozy avait fait la promesse d'envoyer du matériel informatique et des voitures dans ce pays du Sahel pour l'aider à lutter contre le problème des clandestins. Les deux hommes ont donc décidé de faire le point sur ce dossier ô combien sensible lors de cette visite en France.

La rencontre a lieu dans son bureau de la place Beauvau. Claude Baland, le directeur de l'administration de la police nationale, Michel Gaudin, le directeur général de la police nationale, et David Martinon, conseiller diplomatique, participent à la réunion.

« Alors, Amadou ? Tout va bien ? Elles sont bien les voitures qu'on vous a envoyées ? entame Sarkozy auprès de son invité, avec un ton doucereux.

— Euh, eh bien... c'est-à-dire qu'on ne les a jamais reçues.

— Ah... Et le matériel informatique ? Il fonctionne bien au moins ?

— Mais quel matériel ? Attends Nicolas, on n'a rien du tout ! » poursuit le président malien.

Le sang du ministre de l'Intérieur ne fait alors qu'un tour : « David, c'est quoi cette histoire ? Allez me chercher Guéant ! » tonne-t-il en faisant trembler les murs. Le pauvre Martinon sort du bureau complètement désarticulé, en beuglant désespérément dans les couloirs du « Monsieur le directeur ! Monsieur le directeur ! » Guéant finit par rappliquer dans le bureau. Sarkozy peut alors commencer son massacre, en mode humiliation :

Colère

« Bon. Alors, Claude [Baland, ndla], vous avez quoi comme voiture ? débute-t-il, les bras posés sur les accoudoirs, mains jointes et index posés sur la bouche.

— Eh bien... une 607, monsieur le ministre.

— D'accord. Et vous Michel [Gaudin, ndla] ?

— La même chose, monsieur le ministre.

— D'accord, on continue. Et vous mon cher Claude [Guéant, ndla], vous en avez plusieurs il me semble, hein ?

— Euh, oui... une Vel Satis, entre autres.

— Et il n'y avait pas des ordinateurs qu'on avait commandés pour ici, il y a quelque temps déjà ? poursuit Sarkozy, en dodelinant de la tête.

— Oui, vingt-deux..., pour nos services », enchaîne timidement Guéant, au moment où son ministre se penche vers le président malien.

« Mon cher Amadou, j'ai trouvé une solution. L'affaire est réglée. Tu vois ? Leurs voitures là, eh bien elles partent ce soir chez toi ! Ça te va ? Et les vingt-deux ordinateurs aussi. Dans le bateau ! Dès ce soir ! » mime-t-il en pointant l'index. « Et bien sûr, tu m'appelles dans un mois pour m'assurer que tout marche bien. D'accord ? » achève ensuite Sarko, au moment de raccompagner son hôte à la porte, et de retourner ses talons en direction de ses collaborateurs, rouge de colère :

« Maintenant vous vous démerdez ! Vous trouvez toutes les voitures qui peuvent partir et le matériel que vous n'utilisez pas. J'en n'ai rien à foutre. Tout part à Bamako ! »

Les péchés capitaux de la politique

Tension permanente et colère froide

Du temps de sa présidence des Républicains, alors lancé dans une grande opération de reconquête de la droite dans la perspective de la primaire pour la présidentielle, l'ancien chef de l'État savait aussi mettre ses équipes sous tension. « En réunion, on pouvait sentir de l'électricité se dégager dans la pièce rien qu'avec sa présence. Surtout quand ça n'allait pas comme il le voulait », raconte un proche. « Il suffit de le voir s'agiter, se toucher le nez sans cesse, sa lèvre se déforme, ses jambes gigotent même assis. Il a plein de tics qu'il essaie de contenir. En fait, c'est son corps qui le trahit », témoigne pour sa part un ancien membre de son équipe, en se souvenant par exemple d'une réunion de la Comex (commission exécutive des Républicains), l'état-major du parti. « Il était énervé car il savait que des choses allaient fuir. Et là, il entre dans la pièce et lance à tout le monde : "Je vous préviens, je sais tout. Tout ! Avec qui vous déjeunez, qui vous voyez, à qui vous parlez. Je sais tout, je vois tout !" On sentait la menace, ça nous a fait froid dans le dos. »

Et parfois des excès plus contenus, mais non moins redoutables. Comme ce soir du premier tour des élections régionales, le 6 décembre 2015, où Nathalie Kosciusko-Morizet s'apprête à quitter le siège des Républicains pour rejoindre les plateaux de télévision. Sarkozy et sa garde rapprochée sont reclus au dixième étage de la rue de Vaugirard, dans la grande salle de réunion, en attendant les résultats définitifs. Elle se

Colère

lève. Il la rattrape par le bras : « Ce n'est pas la peine d'aller commenter si c'est pour dire des conneries. » Des colères sèches, « parfois méchantes sur le coup, avec des mots très rudes où il peut aller jusqu'à s'en prendre au physique des gens », assure un ancien ministre. À l'image de ce dimanche 18 septembre 2016, en pleine campagne pour la primaire de la droite et du centre, où il regarde de chez lui la retransmission d'un meeting de son concurrent Bruno Le Maire à Sète. Avant de monter sur scène, ce dernier charge son porte-parole Damien Abad de chauffer le grand chapiteau où sont réunis un millier de supporters. Abad fait le job, et s'en prend notamment à Nicolas Sarkozy et Alain Juppé, qu'il qualifie respectivement de « sosie de Donald Trump » et de « faux frère de François Bayrou ». Assis dans son canapé, l'ancien président de la République fulmine et prend illico son téléphone pour appeler un proche de Bruno Le Maire qui se trouve également à Sète. « Dis donc, je viens d'écouter Abad à l'instant à la télé. Eh bien tu lui diras qu'handicapé ou pas, le jour où je le croise, j'le fracasse, j'le pulvérise. Tu m'as bien compris ? » charge Sarko à propos du porte-parole, atteint d'arthrogrypose, une maladie rare qui bloque ses articulations...

D'autres colères, plus froides, sont aussi restées dans les mémoires télévisuelles. Comme celle du 17 novembre 2016, lors du dernier débat organisé entre les concurrents pour la primaire de la droite. Le matin même, Mediapart publie des déclarations de Ziad Takieddine, l'homme d'affaires franco-libanais,

Les péchés capitaux de la politique

qui affirme avoir remis entre 2006 et 2007 trois valises de billets d'argent libyen à Claude Guéant et Nicolas Sarkozy. Le soir, c'est le journaliste David Pujadas qui ose mettre les pieds dans le plat en interrogeant ce dernier sur ces allégations. La réponse sur le plateau fut glaçante : « Quelle indignité. Vous n'avez pas honte de donner écho à un homme qui a fait de la prison et qui a été condamné à d'innombrables reprises pour diffamation et qui est un menteur ? Ce n'est pas l'idée, voyez-vous, que je me fais du service public. C'est une honte. »

« Avec lui, quand ça va, ça va. Et quand ça ne va pas, ça ne va pas. C'est le principe de base. Il ne triche pas dans son rapport avec les gens. Quand il a quelque chose à dire, il le dit », assure Franck Louvrier. Des colères auxquelles il tente souvent lui-même de mettre fin. « C'est un affectif. Il peut être très dur, très violent dans les mots sur le moment, puis regretter tout de suite après, ajoute le sénateur Pierre Charon. En fait avec Sarko, c'est comme dans un western : il tire sur l'autre dans la grande rue, puis ça se termine au saloon. »

« Tout le monde au poste ! »

Mais parfois, ces emportements ont des conséquences plus fâcheuses. Le 3 juin 2005, à peine revenu au ministère de l'Intérieur, il décide de marquer le coup en organisant un déplacement à Perpignan, dans la foulée de la passation de pouvoir

Colère

terminée avec Dominique de Villepin. Voilà trois semaines que la ville occitane est le théâtre de violentes tensions entre communautés maghrébines et gitanes, où deux personnes ont trouvé la mort. Revenu dans ses habits de premier flic de France, Sarkozy entend frapper les esprits et taper du poing sur la table pour en finir avec ces violences où de nombreux véhicules ont également été incendiés et des vitrines brisées.

Une réunion est organisée à la préfecture de Perpignan, mais en deux temps, et dans deux salles différentes : d'abord avec les associations et représentants des communautés gitanes et maghrébines, puis avec les familles de victimes. « On va où ? » demande-t-il à peine arrivé, en mode pressé, tel un taureau qui vient d'entrer dans l'arène. « D'abord voir les associations communautaires », lui répond un conseiller. Il lui arrache alors le dossier des mains et fonce dans la première salle qu'il voit. Mais pas la bonne... « En fait, il s'est pointé devant les familles de victimes sans le savoir. Sur le coup, ni le préfet, ni le procureur de la République n'ont voulu lui en faire la remarque. » Et ils n'imaginaient surtout pas la scène qui allait suivre...

« Bonjour messieurs-dames. Bon, vous savez tous pourquoi je suis venu aujourd'hui, hein ? Parce que là, je vous préviens tout de suite, je ne vais même pas vous donner la parole ! s'emporte-t-il en gesticulant tout seul sur sa chaise. À partir de ce soir, c'est perquisition, interpellation et mandat de dépôt ! Tout le monde au poste ! Et ce n'est pas signé du procureur

Les péchés capitaux de la politique

de la République, hein, je vous le dis. Mais de moi-même : le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy ! »

Incapable de se calmer, parti en vrille tout de suite. Alors qu'en face de lui, quelques mamans fondent en larmes pendant que d'autres tentent de lever la main pour s'exprimer.

« Mais vous plaisantez, j'espère ! Ça veut dire quoi ces larmes ? On me l'a déjà fait ce coup-là. Ça ne sert à rien ! tempête-t-il.

— Mais... on est quand même des victimes. Mon fils... ose timidement une dame.

— Victime de quoi ? Bien sûr, vous allez me dire que votre fils n'a rien fait ! Évidemment... poursuit le ministre de l'Intérieur, remonté comme un coucou. Comprenez bien que nous ne laisserons plus rien passer. Tous ceux qui ne respectent pas les lois de la République seront sanctionnés dès la première infraction. C'est clair ? J'me suis bien fait comprendre ? »

Assise derrière lui, Rachida Dati, à l'époque conseillère technique à Beauvau, assiste impuissante au désastre. Elle ne sait plus où se mettre, et n'arrive pas non plus à stopper son patron. Nicolas Sarkozy finira tout de même par être averti de son erreur, mais seulement au moment de quitter la salle. « Ah bon ? C'était pas les bons ? Mais vous ne pouviez pas me le dire plus tôt ! »

Pas déstabilisé pour un sou, il recevra quand même les familles de victimes sous les ors de son ministère à Paris, quelques semaines plus tard, histoire de corriger le tir. Et sa venue à Perpignan a toutefois eu un mérite : mettre fin à la situation de violence entre les communautés, avec dès le soir de sa visite, et au cours

Colère

des jours suivants, des dizaines de carabines, de fusils et de pistolets qui seront ramenés spontanément au commissariat.

« Un sketch de Louis de Funès »

« Avec Nicolas, ça part tout de suite, ça monte tout seul. En fait, il s'autoalimente. Combien de fois l'ai-je vu partir pour des conneries. Cela en devenait parfois drôle », se marre encore un ancien membre de son staff élyséen.

Bien des années plus tard, alors en campagne pour la primaire de la droite, le candidat Sarkozy offrira ainsi quelques moments cultes pour son ultime tour de piste électoral. Comme ce vol retour de Londres en jet, le 17 mars 2016, où tout ne va pas se passer comme prévu : un meeting avec une salle à moitié vide et composée de sympathisants plutôt proches de Bruno Le Maire, puis un dîner de levée de fonds qui ne débouchera sur quasiment rien, et un vol retour au départ de l'aéroport de Luton, à une heure de voiture au nord de Londres. « D'habitude, on décollait du centre, depuis l'aéroport de London City. Mais là, ça n'avait pas pu être possible à cause de l'heure tardive. Résultat, ça nous a fait rentrer au Bourget à 2 h 30. Bref, une journée pour rien et de la fatigue qui s'accumule. D'autant qu'on repartait ensuite pour un déplacement à Châteauroux », raconte un témoin de la colère qui va éclater dans l'avion. « Il était fou de rage, il parlait tout seul, en boucle, en avoinant tout le monde et en faisant des bonds. Ça partait

Les péchés capitaux de la politique

tellement dans tous les sens qu'on se retenait pour ne pas se marrer. » « À un moment, il s'est arrêté, s'est endormi quelques instants. Puis quand il a rouvert les yeux, il s'est remis à hurler pour reprendre ce qu'il avait dit cinq minutes plus tôt. Comme s'il ne s'était jamais arrêté. Un vrai sketch de Louis de Funès ! On n'en pouvait plus de se retenir, c'était impossible », se souvient un autre de ses collaborateurs à bord.

« C'est là qu'on voit le lion vieillissant. Parce qu'à la fin, même ses colères n'étaient plus prises au sérieux, résume une élue francilienne. Combien de fois dans les cortèges de voitures, on voyait la sienne qui bougeait de l'extérieur parce que, à l'intérieur, il n'arrêtait pas de taper du pied. Et on se disait, en rigolant : "Oh, le chef ne doit pas être content..." »

« Curieusement, il peut s'emporter pour des choses complètement futiles, comme un discours imprimé en taille 14 alors qu'il préfère en taille 16, et rester zen sur des moments majeurs où on pourrait s'attendre à une vraie colère¹ », raconte pour sa part Gérard Darmanin, qui fut coordinateur de sa campagne pour la primaire. Il se souvient ainsi de la fois où François Fillon, rival de Sarkozy dans cette bataille, lance en meeting la fameuse tirade « Qui imagine le général de Gaulle mis en examen ? » le 28 août 2016 à Sablé-sur-Sarthe. Elle vise clairement l'ancien président, alors mis en examen dans deux affaires. « J'étais avec lui quand cette phrase est sortie. Et il est resté stoïque, rien », se souvient l'actuel ministre des

1. Entretien avec l'auteur le 11 juillet 2018.

Colère

Comptes et de l'Action publique, aujourd'hui rallié à Emmanuel Macron.

Trois mois plus tard, il est également à ses côtés le soir de sa défaite à la primaire, battu dès le premier tour, et largement, derrière Fillon et Juppé. Sarko vient de rater son pari, il ne sera donc pas candidat à la présidentielle de 2017. Au 209, rue de l'Université, adresse de son QG, il encaisse sans coup férir l'implacable résultat. Et s'attelle peu après 20 heures à la rédaction du discours qu'il prononcera plus tard dans la soirée et qui marquera la fin de sa carrière politique. « Il a pris une feuille blanche, son stylo, calmement, en acceptant la défaite dans une zénitude absolue. C'était un émouvant discours de sortie », témoigne aussi Darmanin à propos de ce texte qui marquera l'opinion pour sa sobriété et son fair-play. « Puis vers minuit, quand il est rentré chez lui villa Montmorency, il m'a appelé pour m'inviter. Je débarque alors, puis j'aperçois son équipe rapprochée, Sébastien Proto, Frédéric Péchenard et quelques autres personnes. Et lui qui avait enlevé sa cravate et qui se marrait... En fait, il était déjà passé à autre chose. »

*

« Si je me lâchais un peu, j'en collerais
une à tout le monde. »

Édouard Philippe

Le ciel légèrement dégagé et les 18 °C de cette matinée d'automne contrastent avec le climat glacial, et même polaire, qui s'installe soudainement place Beauvau au moment de la passation de pouvoir entre Édouard Philippe et Gérard Collomb.

Nous sommes le mercredi 3 octobre 2018. La veille, le ministre de l'Intérieur a réitéré sa volonté de démissionner et le président de la République a fini par accepter. La fin d'un psychodrame entamé quarante-huit heures plus tôt et qui a pris tout le monde de court aux plus hauts étages du pouvoir. Collomb, « mon Gégé », comme l'appelle Brigitte Macron en privé, a donc décidé de quitter le navire alors en pleine tempête : l'affaire Benalla qui a pollué l'exécutif tout l'été, puis la rentrée compliquée du chef de l'État embarqué dans une série de petites phrases qui alimentent le mauvais buzz... Il claque la porte, officiellement pour se recentrer sur sa ville de Lyon dans la perspective des prochaines municipales, plongeant la majorité dans sa première vraie crise politique. Avec, au passage, un ultime bras d'honneur à Édouard Philippe qui apprend la nouvelle non pas de la bouche du ministre de l'Intérieur lui-même,